

## Section IV. — Disposition finale

**Art. 12.** Notre Ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur  
et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

## Afdeling IV. — Slotbepaling

**Art. 12.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid de elektronische communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en  
Minister van Begroting en van Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel  
en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 3039

[C - 2007/11240]

**27 AVRIL 2007. — Arrêté royal  
relatif aux services de renseignements téléphoniques**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Hormis l'obligation pour Belgacom d'assurer la prestation d'un service de renseignements sur l'ensemble du territoire, dans le cadre de ses obligations de service universel, l'ancienne législation relative aux télécommunications ne comportait aucune disposition particulière visant la fourniture de services de renseignements téléphoniques.

L'article 46 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques consacre dorénavant l'existence d'autres services de renseignements téléphoniques que celui fournit par le prestataire du service universel.

Cet article stipule notamment que les personnes souhaitant fournir un service de renseignements sont tenues d'en faire la déclaration auprès de l'Institut. Cette déclaration concerne tous les fournisseurs de services de renseignements téléphoniques, à l'exception de la personne qui sera chargée d'assurer la prestation du service universel de renseignements téléphoniques dont il est question à l'article 80 de la loi.

Le présent projet d'arrêté soumis à votre signature vise à déterminer la forme que doit prendre cette déclaration avec la liste des renseignements nécessaires à l'Institut pour que ce dernier puisse s'assurer que le service envisagé est en conformité avec les prescriptions légales en vigueur.

**COMMENTAIRE DES ARTICLES**

L'article 1<sup>er</sup> reprend diverses définitions.

L'attention est attirée sur le fait que les données abonnés fournies par l'opérateur ne sont pas nécessairement celles de l'abonné lui-même, mais celles de l'utilisateur final du raccordement, telles que communiquées par l'abonné. Il est en effet assez fréquent qu'une personne contracte un abonnement au bénéfice d'un tiers.

La notion de « données abonnés minimales » définit les données minimales à collecter nécessairement par l'opérateur auprès des abonnés qui souhaitent figurer sur les listes destinées aux services de renseignements téléphoniques.

L'article 2 traite des modalités d'envoi de la déclaration par laquelle une personne indique qu'elle souhaite fournir un service de renseignements, ainsi que du contenu de cette déclaration.

Les 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de cet article 2 n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les données nécessaires à la confection des listes de données mentionnées au 3<sup>o</sup> peuvent être recueillies, par exemple, auprès des opérateurs ou même directement auprès des abonnés. Par contre, en vertu des dispositions de l'article 46, § 4 de la loi, un fournisseur de services de renseignements ne peut utiliser les données reçues qu'en vue de la fourniture d'un tel service, ce qui fait obstacle à la revente des données par les fournisseurs de services de renseignements.

Le fournisseur d'un service de renseignements est libre de déterminer comme il l'entend, tant la zone de couverture de son service dont il est fait référence au 4<sup>o</sup> que la ou les catégories d'utilisateurs finals auxquelles se limite la fourniture des données dont question au 5<sup>o</sup>.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 3039

[C - 2007/11240]

**27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit  
betreffende de telefooninlichtingendiensten**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Buiten de verplichting voor Belgacom om in het kader van zijn universeledienstverplichtingen een inlichtingendienst te verstrekken over het hele grondgebied, bevatte de vroegere telecommunicatiewetgeving geen specifieke bepalingen met betrekking tot de levering van telefooninlichtingendiensten.

Artikel 46 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie bevestigt voortaan het bestaan van andere telefooninlichtingendiensten buiten diegene die door de universeledienstverlener wordt verstrekt.

Dat artikel bepaalt namelijk dat personen die een inlichtingendienst wensen te verstrekken, daarvan aangifte moeten doen bij het Instituut. Die aangifte geldt voor alle aanbieders van telefooninlichtingendiensten, met uitzondering van de persoon die belast zal zijn met de verstrekking van de universele telefooninlichtingendienst, waarvan sprake in artikel 80 van de wet.

Het onderhavige ontwerp van besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel de vorm te bepalen die deze aangifte moet aannemen, alsook de lijst vast te stellen van de inlichtingen die het Instituut nodig heeft om zich ervan te kunnen vergewissen dat de beoogde dienst voldoet aan de vigerende wettelijke voorschriften.

**COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN**

Artikel 1 bevat diverse definities.

De aandacht wordt erop gevestigd dat de abonneegegevens die door de operator worden verstrekt, niet noodzakelijk de gegevens van de abonnee zelf zijn, maar die van de eindgebruiker van de aansluiting, zoals die door de abonnee zijn meegedeeld. Het komt namelijk nogal vaak voor dat een persoon een abonnement neemt ten gunste van een derde.

Het begrip "minimale abonneegegevens" definieert de minimale gegevens die de operator noodzakelijkerwijs moet verzamelen bij de abonnees die op de lijsten willen voorkomen die bestemd zijn voor de telefooninlichtingendiensten.

Artikel 2 gaat over de wijze van verzending van de aangifte waarmee een persoon laat weten dat hij een inlichtingendienst wil verstrekken, alsook over de inhoud van die aangifte.

De punten 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> van dat artikel 2 behoeven geen bijzondere commentaar.

De gegevens die nodig zijn voor de vervaardiging van de in punt 3<sup>o</sup> vermelde gegevenslijsten kunnen worden verzameld bijvoorbeeld bij de operatoren of rechtstreeks bij de abonnees. Krachtens de bepalingen van artikel 46, § 4, van de wet, mag een aanbieder van inlichtingendiensten de ontvangen gegevens echter maar gebruiken voor de verstrekking van zo'n dienst, hetgeen de doorverkoop van de gegevens door de aanbieders van inlichtingendiensten belemmert.

Een aanbieder van een inlichtingendienst mag vrij bepalen wat hij verstaat zowel onder de dekkingzone van zijn dienst, waarnaar in punt 4<sup>o</sup> verwezen wordt, als onder de categorie(-ën) van eindgebruikers waartoe de verstrekking van de gegevens waarvan sprake in punt 5<sup>o</sup> wordt beperkt.

La définition de cette zone de couverture et des catégories d'utilisateurs finals concernés fait partie des éléments qui permettent de définir la ou les séries de numéros d'appel pouvant être attribués au service faisant l'objet de la déclaration.

Le financement évoqué au 6° peut être assuré, entre autres, par la publicité ou par la perception d'une redevance sur les appels. Cette dernière pouvant être différente suivant la catégorie de numéros d'appel utilisée.

L'obligation de fournir la liste des autres services couverts dont question au 7° vise à vérifier en quelle mesure le service proposé débordé du service de renseignements téléphoniques de base. On peut penser à toute une série de services, tels par exemple, des informations commerciales sur les abonnés repris dans la banque de données du service de renseignements, la réservation de tickets, des renseignements sur les horaires et les tarifs des cinémas, des théâtres, ou des transports publics. Ceci a pour conséquence l'octroi d'autres numéros d'appel que ceux demandés, déjà réservés pour les services de renseignements de base.

Par conditions d'accès au service de renseignements mentionnées au 8°, on entend, par exemple, les heures pendant lesquelles ce service est accessible, les conditions liées au délai entre l'initiation de l'appel vers le service de renseignements et la fourniture effective du renseignement sollicité, les tarifs pratiqués, etc.

Un type de support au moyen duquel la base de données est mise à disposition du public dont il est fait référence au 9° peut être notamment un site Internet. Dans ce cas, les notions annuaires et service de renseignements se trouvent singulièrement rapprochées. Il est courant de parler d'annuaires sur Internet, alors qu'en fait, contrairement au support papier, les données via Internet s'apparentent plutôt à un service de renseignements si l'on tient compte du fait que les données y figurant peuvent être actualisées en permanence.

Afin de pouvoir vérifier si les sources de données sont conformes aux prescriptions légales et ne risquent pas de porter atteinte au respect de la vie privée, l'article 3 précise que l'Institut doit être informé de l'origine des données. On pourrait en quelque sorte parler d'un contrôle de la traçabilité des données.

L'article 4 prévoit que toutes les données utilisateurs seront, sauf consentement de l'abonné, limitées au strict minimum nécessaire pour permettre l'identification de l'utilisateur final. Ainsi, dans le concept de donnée minimale ne figure que l'initiale du prénom de l'utilisateur final. A la demande de l'abonné, le prénom complet de l'utilisateur final doit cependant être mentionné et ce sans frais supplémentaires. L'abonné peut en effet estimer que la simple initiale du prénom est insuffisante pour permettre l'identification de l'utilisateur.

Il est à noter également que les dispositions de l'article 4 alinéa 1<sup>er</sup> imposent, sous réserve de l'accord de l'abonné, que tous les utilisateurs finals entrant dans la ou les catégories visées par un service de renseignement figurent dans celui-ci. A cette fin, les opérateurs sont dès lors tenu de prévoir dans le contrat avec leur client de demander entre autres la ou les catégories de professions libérales ou d'activités commerciale, industrielle ou artisanale exercées par les utilisateurs finals. Cette mention est gratuite. L'abonné, s'il le souhaite, peut également solliciter l'opérateur pour que figurent des données relatives aux personnes qui cohabitent avec l'utilisateur final. Ces mentions sont également gratuites.

Pour les opérateurs mobiles, on considérera que l'adresse de raccordement est l'adresse mentionnée par l'abonné.

L'article 5 ne nécessite pas de commentaires particuliers.

L'avis du Conseil d'Etat n°42.638/4, du 24 avril 2007, a été partiellement suivi.

La remarque du Conseil d'Etat portant sur l'article 4 du projet d'arrêté, évoquant un problème potentiel de cohérence et de double emploi avec l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, n'a pas été suivie. La raison en est que le risque d'incohérence ou de double emploi disparaît dès lors que l'on prend en compte le fait que l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 concerne l'utilisation qui peut être éventuellement faite d'un service de renseignements, tandis que l'article 4 du projet d'arrêté concerne quant à lui la nature des données à transmettre aux fournisseurs de services de renseignements. Ces deux questions distinctes sont traitées par chacune des dispositions en question, qui prévoient chacune un régime spécifique pour la formulation par les personnes concernées de leur

De omschrijving van die dekkingszone en van de betreffende categorieën van eindgebruikers maakt deel uit van de elementen aan de hand waarvan de reeks of reeksen van oproepnummers kunnen worden bepaald die mogen worden toegewezen aan de dienst waarop de aangifte slaat.

De in punt 6° vermelde financiering kan onder andere worden gewaarborgd door reclame of door een vergoeding op de oproepen. Die vergoeding kan verschillen naar gelang van de categorie van oproepnummers die wordt gebruikt.

De in punt 7° vermelde verplichting om de lijst te verstrekken van de overige diensten die worden verstrekt, is bedoeld om na te gaan in welke mate de voorgestelde dienst de elementaire telefooninlichtingendienst overschrijft. Men kan denken aan een hele reeks diensten, zoals commerciële inlichtingen over de abonnees die opgenomen zijn in de databank van de inlichtingendienst, het reserveren van kaartjes, inlichtingen over het programma en de tarieven van film- en theatervoorstellingen of de dienstregeling en prijzen van het openbaar vervoer. Dit heeft tot gevolg dat andere oproepnummers worden toegewezen dan diegene die aangevraagd zijn, die reeds worden voorbehouden voor de basisinlichtingendiensten.

Onder voorwaarden inzake toegang tot de inlichtingendienst vermeld in punt 8° wordt bijvoorbeeld verstaan de uren waarop die dienst toegankelijk is, de voorwaarden in verband met de termijn tussen het maken van de oproep naar de inlichtingendienst en de daadwerkelijke verstrekking van de gevraagde inlichting, de gehanteerde tarieven, enz.

Een soort drager waarmee de databank beschikbaar wordt gesteld aan het publiek, waarnaar verwezen wordt in punt 9°, kan onder andere een website zijn. In dat geval liggen de begrippen van telefoongids en inlichtingendienst heel dicht bij elkaar. Gewoonlijk spreekt men van internettelefoongidsen, terwijl, in tegenstelling tot de papieren drager, de gegevens via Internet in feite meer lijken op een inlichtingendienst wanneer men rekening houdt met het feit dat de gegevens die daarin voorkomen constant kunnen worden bijgewerkt.

Om te kunnen nagaan of de gegevensbronnen aan de wettelijke voorschriften voldoen en geen schending van de persoonlijke levenssfeer met zich kunnen brengen, verduidelijkt artikel 3 dat het Instituut moet worden ingelicht over de oorsprong van de gegevens. Men zou in zekere zin kunnen spreken van een controle van de traceerbaarheid van de gegevens.

Artikel 4 schrijft voor dat alle gebruikersgegevens, behalve met de instemming van de abonnee, beperkt zullen blijven tot het strikte minimum dat nodig is om de eindgebruiker te identificeren. Zo zal in het concept van minimumgegevens alleen de beginletter van de voornaam van de eindgebruiker worden vermeld. Op verzoek van de abonnee moet echter de volledige voornaam van de eindgebruiker worden vermeld en dit zonder extra kosten. De abonnee kan namelijk vinden dat de beginletter van de voornaam onvoldoende is om de gebruiker te identificeren.

Tevens moet worden opgemerkt dat de bepalingen van artikel 4, eerste lid, onder voorbehoud van de instemming van de abonnee, de verplichting opleggen dat alle eindgebruikers die in de categorie of categorieën vallen die door een inlichtingendienst wordt of worden beoogd, daarin worden opgenomen. Met dat doel zijn de operatoren daarom verplicht om ervoor te zorgen dat in het contract met hun klant wordt gevraagd naar onder andere de categorie of categorieën van vrije beroepen of van commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten die door de eindgebruikers worden uitgeoefend. Die vermelding is gratis. Indien hij dat wenst kan de abonnee de operator ook vragen om gegevens op te nemen over de personen die met de eindgebruiker samenwonen. Die vermeldingen zijn eveneens gratis.

Voor de mobiele operatoren wordt ervan uitgegaan dat het adres van aansluiting het adres is dat door de abonnee wordt opgegeven.

Artikel 5 behoeft geen bijzondere commentaar.

Het advies van de Raad van State nr. 42.638/4, van 24 april 2007, werd gedeeltelijk gevolgd.

De opmerking van de Raad van State met betrekking tot artikel 4 van het ontwerpbesluit in verband met een potentieel probleem van coherentie en overlapping met artikel 133 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie is niet gevolgd. De reden daarvoor is dat het gevaar voor incoherentie of overlapping wegvalt doordat rekening wordt gehouden met het feit dat artikel 133 van de wet van 13 juni 2005 slaat op het gebruik dat eventueel van een inlichtingendienst kan worden gemaakt, terwijl artikel 4 van het ontwerpbesluit betrekking heeft op de aard van de gegevens die aan de leveranciers van inlichtingendiensten moeten worden bezorgd. Die twee afzonderlijke kwesties worden behandeld door elk van de bepalingen in kwestie, die elk in een specifiek stelsel voorzien voor de

consentement en vue d'autres applications du service de renseignements, ou d'autres données à faire figurer dans le service de renseignements.

La remarque du Conseil d'Etat portant sur l'article 4 du projet d'arrêté, évoquant une gratuité excessive au regard de la liberté de commerce et d'industrie, n'a pas été retenue. Ceci est dû au fait que cette gratuité poursuit un objectif légitime, à savoir d'éviter que les utilisateurs des services de renseignements ne se trouvent en présence de services incomplets et soient trompés quant à l'existence d'un certain nombre d'acteurs des différents secteurs de l'économie, en raison précisément du caractère incomplet du service de renseignements. Cette gratuité est en outre proportionnée à l'objectif poursuivi, dans la mesure où elle se limite aux données minimales, telles que définies à l'article 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté, toute mention supplémentaire pouvant être payante.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
La Vice-Première Ministre  
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE  
Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,  
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

Avis 42.638/4 du 24 avril 2007  
de la section de législation du Conseil d'Etat

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 28 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux services de renseignements téléphoniques", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### Préambule

1. L'arrêté en projet se donne pour fondement légal l'article 46 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article impose la consultation préalable de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « I.B.P.T. »).

En l'espèce, l'avis de l'I.B.P.T., daté du 29 mars 2007, a été transmis au Conseil d'Etat, par le délégué de la ministre. Le préambule doit être complété par la mention de la date de cet avis.

Il reste toutefois que cet avis mentionne qu'il porte sur une version du texte en projet datée du 14 juillet 2006. S'il s'avère que cette version a fait l'objet de modifications après sa transmission à l'I.B.P.T., il appartient alors à l'auteur du projet de solliciter l'avis de l'I.B.P.T. sur la version définitive.

2. L'accord du Ministre du Budget et l'avis de l'Inspecteur des Finances ne sont pas requis sur le texte en projet en vertu des articles 5, 2<sup>o</sup>, et 14, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Afin d'éviter toute confusion sur le caractère obligatoire de la consultation de ces instances, ces accord et avis ne doivent pas être visés au préambule dont les alinéas 3 et 4 seront omis.

formulering door de betrokken personen van hun instemming met het oog op andere toepassingen van de inlichtingendienst of andere gegevens die in de inlichtingendienst moeten worden vermeld.

De opmerking van de Raad van State met betrekking tot artikel 4 van het ontwerpbesluit in verband met een overdreven kosteloosheid ten aanzien van de vrijheid van handel en nijverheid is niet in aanmerking genomen. Dit komt door het feit dat die kosteloosheid een gerechtvaardigde doelstelling nastreeft, namelijk te vermijden dat de gebruikers van de inlichtingendiensten geconfronteerd worden met onvolledige diensten en misleid worden over het bestaan van een aantal spelers in de verschillende economische sectoren, net wegens de onvolledigheid van de inlichtingendienst. Die kosteloosheid is bovendien evenredig met het streefdoel, omdat ze beperkt blijft tot de minimale gegevens, zoals die gedefinieerd zijn in artikel 1 van het ontwerpbesluit, waarbij extra vermeldingen tegen betaling kunnen zijn.

We hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE  
De Minister van Economie, Energie,  
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

Advies 42.638/4 van 24 april 2007  
van de afdeling wetgeving van de Raad van State

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de telefooninlichtingendiensten", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Aanhef

1. Het ontwerp besluit geeft aan zijn rechtsgrond te ontleen aan artikel 46 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Paragraaf 1 van dit artikel schrijft voor dat het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna het "BIPT") vooraf om advies moet worden gevraagd.

In het onderhavige geval is het advies van het BIPT, gedateerd 29 maart 2007, aan de Raad van State overgezonden door de gemachtigde van de minister. De aanhef moet worden aangevuld met de opgave van de datum van het advies.

Dit advies vermeldt evenwel dat het betrekking heeft op een versie van de ontwerp tekst die dateert van 14 juli 2006. Indien blijkt dat deze versie gewijzigd is nadat ze aan het BIPT is gezonden, dient de steller van het ontwerp het BIPT te verzoeken om een advies over de definitieve versie.

2. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting en het advies van de Inspecteur van Financiën zijn krachtens de artikelen 5, 2<sup>o</sup>, en 14, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole niet vereist voor de ontworpen tekst.

Teneinde elke verwarring omtrent de verplichte aard van de raadpleging van die instanties weg te nemen, behoeft naar die akkoordbevinding en naar dat advies niet te worden verwezen in de aanhef, zodat het derde en het vierde lid ervan dienen te vervallen.

## Dispositif

## Article 4

1. L'article 4 de l'arrêté en projet paraît faire double emploi avec l'article 133, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4, 5 et 6, de la loi précitée du 13 juin 2005.

Interrogé à ce propos, le délégué de la ministre a répondu ce qui suit :

« [...] il faut bien voir que l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 concerne la relation entre un opérateur et son client, tandis que les articles 4 contenus dans les arrêtés en projet visent plutôt la relation entre un abonné et le fournisseur d'un annuaire ou d'un service de renseignements.

L'article 133 vise à permettre un contrôle, en amont, du flux des données personnelles vers un fournisseur d'annuaire ou de service de renseignements et impose un certain nombre d'obligations aux fournisseurs d'un service téléphonique accessible au public. L'article 4 des textes en projet impose des obligations aux fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements. Il n'y a donc ni redondance, ni violation d'une norme de degré supérieur. »

Cette explication ne saurait être retenue.

En effet, si les alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3, de l'article 133, § 1<sup>er</sup>, sont bien rédigés en des termes tels qu'ils s'adressent avant tout aux fournisseurs d'un service téléphonique accessible au public, il n'en va pas de même pour les alinéas suivants de ce paragraphe, spécialement ses alinéas 5 et 6, qui visent directement les annuaires et services de renseignements téléphoniques.

Ainsi, ces deux alinéas disposent comme suit :

« Si l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique peut être utilisé pour d'autres applications que la recherche de données à caractère personnel sur la base du nom, et, le cas échéant, le domicile, la résidence ou le lieu d'établissement de l'abonné, l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique ne peut offrir ces applications que si l'abonné en question donne son consentement distinct à cet effet.

Par consentement au sens du présent article, on entend la manifestation de volonté libre, spécifique et basée sur des informations par laquelle l'intéressé ou son représentant légal accepte que des données à caractère personnel le concernant soient traitées pour l'application visée à l'alinéa précédent. »

Le texte en projet doit être revu de manière à assurer sa cohérence avec l'article 133 précité et à éviter tout double emploi. A ce propos, il n'appartient pas à un arrêté royal de rappeler, répéter, paraphraser ou résumer des règles qui figurent déjà dans des dispositions de nature législative. Outre qu'un tel procédé est inutile, il peut laisser entendre qu'il est au pouvoir du Roi de modifier ces règles, alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

2. Quant à la seconde phrase de la disposition à l'examen, elle est difficilement compréhensible, spécialement en ce qu'elle emploie les termes "données de base", dont on ne sait s'ils visent toutes les données énumérées à la phrase précédente, ou s'ils visent exclusivement les "données minimales".

Par ailleurs, interrogé sur le régime favorable mis en place par le texte en projet à l'égard des personnes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 5°, de l'arrêté en projet, le délégué de la ministre a exposé ce qui suit :

« [...] l'objectif consiste à contraindre les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements qui organisent leur présentation de telle sorte qu'apparaissent un certain nombre de catégories professionnelles, à faire figurer gratuitement, dans chacune des catégories qu'ils ont choisi d'intégrer dans leur annuaire ou service de renseignement, l'ensemble des acteurs concernés par cette catégorie qui en font la demande, avec la spécificité en ce qui concerne les annuaires qu'ils ne sont tenus de reprendre que les acteurs appartenant au découpage géographique couvert par l'annuaire. Cette obligation ne vise que les mentions minimales, et non d'éventuelles mentions à caractère publicitaire qui, elles, seraient payantes. L'on évite de la sorte que les personnes consultant ces annuaires ou services de renseignements soient trompées quant au caractère incomplet dudit annuaire ou service de renseignement.

Une disposition identique figurait déjà à l'article 3 de l'arrêté royal du 14 septembre 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet (M.B. 18 septembre 1999, pp. 34868 et s.). »

## Dispositief

## Artikel 4

1. Artikel 4 van het ontworpen besluit lijkt artikel 133, § 1, vierde, vijfde en zesde lid, van de voornoemde wet van 13 juni 2005 te overlappen.

De gemachtigde van de minister heeft, toen hem daarover vragen zijn gesteld, het volgende geantwoord :

« [...] il faut bien voir que l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 concerne la relation entre un opérateur et son client, tandis que les articles 4 contenus dans les arrêtés en projet visent plutôt la relation entre un abonné et le fournisseur d'un annuaire ou d'un service de renseignements.

L'article 133 vise à permettre un contrôle, en amont, du flux des données personnelles vers un fournisseur d'annuaire ou de service de renseignements et impose un certain nombre d'obligations aux fournisseurs d'un service téléphonique accessible au public. L'article 4 des textes en projet impose des obligations aux fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements. Il n'y a donc ni redondance, ni violation d'une norme de degré supérieur. »

Deze uitleg gaat niet op.

Het eerste, tweede en derde lid van artikel 133, § 1, zijn immers wel degelijk aldus geredigeerd dat ze zich vooral richten tot de aanbieders van een openbare telefoondienst, maar dit geldt niet voor de volgende leden van die paragraaf, inzonderheid voor het vijfde en het zesde lid, waarin rechtstreeks wordt verwezen naar de telefoongidsen en de telefooninlichtingendiensten.

Deze twee leden luiden als volgt :

« Indien de telefoongids of de telefooninlichtingendienst gebruikt kan worden voor andere toepassingen dan het zoeken van persoonsgegevens op basis van de naam en, in voorkomend geval, de woon-, verblijf- of vestigingsplaats van de abonnee, mag de telefoongids of de telefooninlichtingendienst deze toepassingen slechts aanbieden, indien de betrokken abonnee daarvoor zijn duidelijke toestemming heeft gegeven.

Onder toestemming in de zin van dit artikel wordt verstaan de vrije, specifieke en op informatie berustende wilsuiting, waarmee de betrokken abonnee of zijn wettelijke vertegenwoordiger aanvaardt dat persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, voor de in het vorige lid bedoelde toepassing worden verwerkt. »

De ontwerptekst moet aldus worden herzien dat hij samenhang vertoont met het voornoemde artikel 133 en dat iedere overbodige herhaling wordt voorkomen. In dat opzicht staat het niet aan een koninklijk besluit om regels in herinnering te brengen, te herhalen, te parafraseren of samen te vatten die reeds in wetsbepalingen voorkomen. Een zodanige werkwijze is niet alleen onnodig, maar ze kan bovendien de indruk wekken dat het tot de bevoegdheid van de Koning behoort om die regels te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toekomt.

2. De tweede zin van de onderliggende bepaling is moeilijk te begrijpen, inzonderheid in zoverre daarin het woord "basisgegevens" voorkomt, waarvan niet duidelijk is of het alle gegevens opgesomd in de vorige zin omvat, dan wel of het alleen op de "minimale gegevens" slaat.

Om uitleg gevraagd over de gunstige regeling die de ontwerptekst invoert ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 5°, van het ontwerpbesluit, heeft de gemachtigde van de minister voorts gesteld :

« [...] l'objectif consiste à contraindre les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements qui organisent leur présentation de telle sorte qu'apparaissent un certain nombre de catégories professionnelles, à faire figurer gratuitement, dans chacune des catégories qu'ils ont choisi d'intégrer dans leur annuaire ou service de renseignement, l'ensemble des acteurs concernés par cette catégorie qui en font la demande, avec la spécificité en ce qui concerne les annuaires qu'ils ne sont tenus de reprendre que les acteurs appartenant au découpage géographique couvert par l'annuaire. Cette obligation ne vise que les mentions minimales, et non d'éventuelles mentions à caractère publicitaire qui, elles, seraient payantes. L'on évite de la sorte que les personnes consultant ces annuaires ou services de renseignements soient trompées quant au caractère incomplet dudit annuaire ou service de renseignement.

Une disposition identique figurait déjà à l'article 3 de l'arrêté royal du 14 septembre 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet (M.B. 18 septembre 1999, pp. 34868 et s.). »

Si cette explication permet de comprendre le but poursuivi, mieux que ne le permet le rapport au Roi, il reste que dans la mesure où la disposition ne concerne pas une composante du service universel, elle impose une gratuité qui apparaît excessive au regard de la liberté de commerce et d'industrie.

Article 5  
(erronément numéroté article 4 dans la version française de l'arrêté en projet)

Il résulte de l'article 5 que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de  
Messieurs Ph. HANSE, président de chambre,  
P. LIENARDY et J. JAUMOTTE, conseiller d'Etat  
Madame C. GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifié sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

Le greffier,	Le president,
C. GIGOT	Ph. HANSE

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal  
relatif aux services de renseignements téléphoniques

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, notamment l'article 46;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 26 avril 2007;

Vu l'avis 42.638/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation et de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

2° « Institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges;

3° « données abonnés » : les informations recueillies auprès de l'abonné par les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe ou mobile à des utilisateurs finals, et nécessaires à la fourniture d'un service de renseignements;

4° « données abonnés minimales » : les données à caractère personnel minimales permettant l'identification de l'utilisateur final du raccordement, consistant en :

a) le nom ou la dénomination sociale de la personne désignée à cet effet par l'abonné;

b) l'initiale ou les initiales du prénom usuel dans le cas d'un utilisateur personne physique;

Deze uitleg maakt het weliswaar mogelijk het beoogde doel beter te begrijpen dan op basis van het verslag aan de Koning, maar aldus wordt, in zoverre de bepaling geen bestanddeel van de universele dienst betreft, een kosteloosheid opgelegd die buitensporig lijkt in het licht van de vrijheid van handel en nijverheid.

Artikel 5  
(verkeerdelijk genummerd als artikel 4 in de Franse versie van het ontworpen besluit)

Uit artikel 5 volgt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt, de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De kamer was samengesteld uit  
de Heren Ph. HANSE, kamervoorzitter,  
P. LIENARDY EN J. JAUMOTTE, staatsraden,  
Mevrouw C. GIGOT, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

De griffier,	De voorzitter,
C. GIGOT	Ph. HANSE

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit  
betreffende de telefooninlichtingendiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op artikel 46;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie gegeven op 26 april 2007;

Gelet op het advies 42.638.4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken en van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « wet » : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2° « Instituut » : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

3° « abonneegegevens » : de inlichtingen die de personen die diensten voor vaste of mobiele spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden bij de abonnee hebben verzameld en die nodig zijn voor de verstreking van een inlichtingendienst;

4° « minimale abonneegegevens » : de minimale, persoonsgebonden gegevens waarmee de eindgebruiker van de aansluiting kan worden geïdentificeerd en die bestaan uit :

a) de naam of de firmanaam van de persoon die daartoe is aangewezen door de abonnee;

b) de initiaal of initialen van de gebruikelijke voornaam in geval van een gebruiker die een natuurlijke persoon is;

c) l'adresse de l'utilisateur avec l'indication du nom de la rue, du numéro de l'immeuble et de la localité;

5° « fournisseur de service de renseignements » : la personne qui a introduit une déclaration conformément à l'article 46 de la loi en vue de fournir un service de renseignements téléphoniques.

#### CHAPITRE II. — *Les services de renseignements*

**Art. 2.** § 1. La déclaration, dont il est question à l'article 46 de la loi, est envoyée par courrier recommandé postal à l'attention de l'Institut.

Cette déclaration comprend :

1° l'identité et l'adresse du déclarant. Si le déclarant est une personne morale, la forme, la dénomination et la désignation précise du siège social de la société ainsi qu'une copie des statuts;

2° un engagement à conclure, dans les deux mois qui suivent le dépôt de la déclaration auprès de l'Institut, un accord avec le service de médiation pour les télécommunications.

Cet accord détermine les modalités de traitement des plaintes dont question à l'article 43bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

3° l'origine des données servant de base à la fourniture du service de renseignements;

4° la définition de la couverture territoriale envisagée;

5° le cas échéant, la ou les catégories de professions libérales ou d'activités commerciale, industrielle ou artisanale auxquelles se limite la fourniture des données;

6° le mode de financement envisagé;

7° outre la fourniture de données abonnés, le ou les autres services couverts par le service de renseignements;

8° les conditions d'accès au service;

9° le ou les types de supports aux moyens desquels la base de données est mise à la disposition du public.

§ 2. Toute modification d'un des éléments ayant fait l'objet de la déclaration au § 1<sup>er</sup> doit être communiquée à l'Institut au moins un mois avant son entrée en application.

**Art. 3.** Les fournisseurs de services de renseignements, communiquent à l'Institut la liste des personnes avec lesquelles ils ont conclu un contrat conformément à l'article 46, §2 de la loi, pour la fourniture des données conformément à l'article 133 de la loi.

**Art. 4.** Les données abonnés sont limitées aux données abonnés minimales à moins que l'abonné n'ait donné son consentement, sans la moindre ambiguïté, à la fourniture de données supplémentaires en ce compris le prénom complet, l'activité professionnelle de l'utilisateur final ainsi que les personnes cohabitant avec celui-ci qui souhaitent figurer sous leur nom propre. Ces données minimales sont mentionnées gratuitement pour autant que les utilisateurs finals entrent dans la catégorie visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5° du présent arrêté.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 5.** Notre Ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,  
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

c) het adres van de gebruiker met vermelding van de straatnaam, van het huisnummer en van de gemeente;

5° « aanbieder van een inlichtingendienst » : de persoon die een aangifte heeft ingediend overeenkomstig artikel 46 van de wet om een telefooninlichtingendienst te verstrekken.

#### HOOFDSTUK II. — *Inlichtingendiensten*

**Art. 2.** § 1. De aangifte waarvan sprake in artikel 46 van de wet, wordt bij een ter post aangetekend schrijven verstuurd naar het Instituut.

Deze aangifte omvat :

1° de identiteit en het adres van de aangever. Indien de aangever een rechtspersoon is, de rechtsvorm, de benaming en de precieze vermelding van de maatschappelijke zetel, alsook een afschrift van de statuten;

2° een verbintenis om binnen twee maanden volgend op de indiening van de aangifte bij het Instituut, een overeenkomst te sluiten met de ombudsdienst voor telecommunicatie.

Die overeenkomst bepaalt de nadere regels voor de behandeling van de klachten waarvan sprake in artikel 43bis, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

3° de oorsprong van de gegevens die de basis vormen voor de verstrekking van de inlichtingendienst;

4° de definitie van de beoogde territoriale dekking;

5° in voorkomend geval, de categorie of categorieën van vrije beroepen of van commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten waartoe de verstrekking van de gegevens zich beperkt;

6° de beoogde financieringswijze;

7° behalve de verstrekking van abonneegegevens, de overige dienst of diensten die door de inlichtingendienst wordt/worden verstrekt;

8° de voorwaarden inzake toegang tot de dienst;

9° het of de soorten van drager op basis waarvan de databank beschikbaar wordt gesteld aan het publiek.

§ 2. Elke wijziging van een van de elementen die volgens § 1 zijn aangegeven, moet ten minste een maand voor ze van kracht wordt aan het Instituut worden meegedeeld.

**Art. 3.** De aanbieders van inlichtingendiensten, delen aan het Instituut de lijst mee van de personen met wie zij een contract hebben gesloten overeenkomstig artikel 46, § 2 van de wet, voor de levering van de gegevens overeenkomstig artikel 133 van de wet.

**Art. 4.** De abonneegegevens worden beperkt tot de minimale abonneegegevens, tenzij de abonnee zonder de minste dubbelzinnigheid zijn toestemming heeft verleend om aanvullende gegevens te verstrekken, met inbegrip van de volledige voornaam, de beroepsbezigheid van de eindgebruiker, alsook de personen die met hem samenwonen en die onder hun eigen naam wensen te worden vermeld. Die minimale gegevens worden gratis vermeld voor zover de eindgebruikers onder de categorie vallen, bedoeld in artikel 2, § 1, 5°, van dit besluit.

#### HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 5.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid de elektronische communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,  
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN